

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2015

Volume XVI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

## INTRODUCTION

PAR

CÉLIA BELIN (\*) et LEAH PISAR (\*\*)

Si la fin de l'année 2014 a été difficile pour Barack Obama sur le plan de la politique interne, elle présage une grande activité internationale pour son administration durant les deux ans qui lui restent.

Les élections de mi-mandat de novembre dernier ont donné au Parti républicain le contrôle du Sénat et renforcé sa majorité à la Chambre des représentants, consolidant ainsi la branche législative entre les mains de l'opposition. Cette défaite politique contraint Barack Obama et ses alliés à traiter avec une opposition déterminée à l'empêcher de mettre en œuvre ses projets. Tel est le sort des « *lameduck presidents* » – les canards boiteux, auxquels il reste un demi-mandat, mais qui intéressent beaucoup moins les médias et l'opinion publique, dont les yeux sont désormais rivés sur la course à la présidentielle de 2016.

Pourtant, les dernières années du second mandat d'un Président sortant ne sont pas nécessairement des années d'inactivité. On discerne ainsi chez Obama les lignes d'une politique étrangère encore plus activiste. Libéré des contraintes électorales et alors que la campagne à venir occupe déjà le champ médiatique, le chef de l'exécutif a la voie libre pour quelques initiatives audacieuses, en particulier en politique étrangère, où il garde son aura. Bill Clinton comme George W. Bush après lui avaient misé sur le processus de paix israélo-palestinien. Barack Obama, lui, fait le pari d'une double normalisation, avec l'Iran d'une part, à travers les négociations sur le nucléaire, et avec Cuba d'autre part.

Comme l'illustre son discours sur l'état de l'Union de janvier 2015, Barack Obama commence à dessiner les contours de l'héritage qu'il souhaite laisser. S'il devait initialement rester dans l'histoire comme le Président qui tournait la page des années Bush, l'implication renouvelée des Etats-Unis en Afghanistan et en Iraq contredit cette ambition de départ.

Joe Nye, théoricien des relations internationales et observateur avisé de l'histoire des relations internationales et de ses dynamiques, a récemment qualifié la politique étrangère sous l'administration Obama de

(\*) Docteur en Science politique/Relations internationales de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France) et chargée de mission « Etats-Unis/Relations transatlantiques » au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère français des Affaires étrangères.

(\*\*) Docteur en Science politique de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France), anciennement directrice de la communication au Conseil de sécurité nationale du président Clinton (Etats-Unis).

« retranchement », mélange de sortie des actions militaires engagées, de répugnance à en entamer de nouvelles et de réactions diplomatiques visant à maintenir le *leadership* des Etats-Unis au moindre coût. Rien à voir donc avec l'isolationnisme, mais recherche plutôt de nouvelles méthodes pour optimiser l'influence américaine et ralentir la montée en puissance de rivaux éventuels.

Le legs du président Obama se retrouvera davantage dans l'usage de la puissance américaine dans le monde, une puissance qui manie à la fois l'arme du commerce international et celle des drones et des forces spéciales, une puissance qui a « pivoté » vers l'Asie mais reste préoccupée par sa relation à la Russie, une puissance qui mise sur les négociations internationales, notamment sur le climat, mais qui assume son développement énergétique. 2015, à travers la gestion des dossiers iraniens, cubains et de la Conférence de Paris sur le climat, devrait éclairer sur la capacité de Barack Obama à devenir un grand président de politique étrangère.

Les deux articles choisis pour cette rubrique permettent d'appréhender l'actualité et l'avenir de la politique extérieure des Etats-Unis. Maud Quessard-Salvaing fait le bilan de la diplomatie publique menée durant le premier mandat du président Obama par Hillary Clinton, alors Secrétaire d'Etat. Son analyse est d'autant plus intéressante que, si Hillary Clinton décide de se présenter, elle est donnée favorite pour l'investiture démocrate comme candidate à la présidence des Etats-Unis en 2016. Adepte du *smart power* et du *smart engagement* à l'heure de la gouvernance globale, elle s'est donné comme objectif de convaincre et de fédérer les acteurs étatiques et non étatiques (grandes entreprises, organisations non gouvernementales ou simples citoyens). A la recherche, comme Barack Obama, d'un nouveau discours sur la place des Etats-Unis dans le monde, Hillary Clinton joue avec le concept de *smart power*, cette « puissance intelligente » qui manierait avec finesse le *soft* et le *hard power* pour maximiser les gains des Etats-Unis dans un monde en changement.

La politique extérieure américaine a dû, au cours de la présidence de Barack Obama, se confronter à des défis imprévus : crise syrienne, surgissement de l'« Etat islamique », mais aussi crise ukrainienne, laquelle met au défi la relation transatlantique et l'attitude commune à adopter par les Etats-Unis et les pays européens face à la poussée séparatiste en Ukraine soutenue par la Russie, comme vis-à-vis de l'annexion de la Crimée. Entre mesures économiques contre la Russie et assistance militaire à l'Ukraine, les vues et intérêts des partenaires transatlantiques sont loin de converger. C'est ce qu'explore début 2015, dans un cadre mouvant où la paix se dérobe tandis que les actions militaires, ouvertes ou couvertes se développent, l'article d'Erwan Lagadec. Les partenaires de l'Alliance atlantique réussiront-ils à trouver un terrain d'entente sur la gestion de la crise ukrainienne ? Il est important d'interpréter la crise avec la Russie dans le contexte des relations transatlantiques qui restent, malgré tout, une des priorités stratégiques pour Washington.